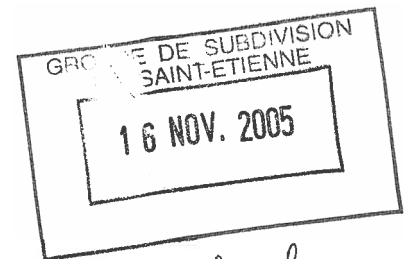


PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Brigitte MARTEL  
E-mail : brigitte.martel@loire.pref.gouv.fr  
☎ 04.77.48.48.95  
Dossier n° 865974  
Opération n° 20051852



**Le Préfet de la Loire**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment ses articles 18 et 34-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 août 1986 réglementant l'exploitation par le **SICTOM DE NOIRETABLE** d'un incinérateur d'ordures ménagères à NOIRETABLE - Les Aligiers mis à l'arrêt le 22 août 2000 ;

**VU** l'évaluation simplifiée des risques (étape A) transmise en octobre 2004 ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 21 juin 2005 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 26 septembre 2005 ;

**CONSIDERANT** que les résultats des analyses qui ont été transmis en février 2005 montrent l'existence d'un impact sur les eaux superficielles et souterraines ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, sans attendre les conclusions du rapport définitif de l'évaluation simplifiée des risques, d'imposer des prescriptions complémentaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement en ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines, la réalisation d'une étude détaillée des risques et l'exécution de travaux de remise en état et de mise en sécurité du site permettant de confiner les sources de pollution ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

Le SICTOM DE NOIRETABLE ci-après dénommé l'exploitant, est tenu de procéder à une remise en état du site d'exploitation de l'incinérateur sis à NOIRETABLE – Les Aligiers permettant dans un premier temps le confinement des sources de pollution pour éviter leur dispersion.

.../...

Les travaux de remise en état devront comprendre à minima le démontage de l'incinérateur, l'évacuation des éléments pollués et des déchets présents sur le site vers des filières autorisées, le confinement des zones de la décharge contenant des mâchefers.

Les travaux de dépollution seront décrits dans un mémoire de fin de travaux. Ce mémoire indiquera notamment le tonnage des déchets évacués, la destination et les analyses de ceux-ci. Ce mémoire sera transmis à l'inspecteur des installations classées.

## **ARTICLE 2**

**2.1** – L'exploitant est tenu de procéder à la surveillance des eaux souterraines à partir du piézomètre mis en place et des eaux superficielles (source des OS).

**2.2** – Un forage supplémentaire sera implanté en aval hydraulique du site et un en amont. Le lieu d'implantation et la profondeur des forages à mettre en place seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier des charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées

**2.3** – Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 d'octobre 1999.

**2.4** – Analyses :

**2.4.1** – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines et superficielles :

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000.

**2.4.2** – Nature et fréquence d'analyse :

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et norme en vigueur :

- ☐ HAP
- ☐ Hydrocarbures totaux
- ☐ Dioxines furannes (TEQ)
- ☐ Arsenic
- ☐ Mercure
- ☐ Plomb
- ☐ Chrome
- ☐ Zinc
- ☐ Nickel
- ☐ Cadmium
- ☐ Cuivre

La périodicité sera trimestrielle au moins deux ans. En plus des transmissions périodiques, un rapport annuel sera réalisé par l'exploitant et conduira éventuellement à une révision de la fréquence des mesures.

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation avec, systématiquement, commentaires par l'exploitant sur l'évolution de la situation (dégradation, amélioration, ou stabilité) et propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

### **ARTICLE 3 : ETUDE DETAILLEE DES RISQUES**

**3.1** – Le SICTOM DE NOIRETABLE est tenu de réaliser une étude détaillée des risques prenant en compte l'impact constaté notamment sur les végétaux et les eaux et respectant les guides nationaux établis en la matière. Cette étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux sols, eaux superficielles et souterraines, et ainsi définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

**3.2** – Contenu : A l'issu des évaluations détaillées des risques menées pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera transmis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- ❑ la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précises des sources de pollution
- ❑ une présentation détaillée de la stratégie d'investigations
- ❑ la description des campagnes d'échantillonnages et d'analyses
- ❑ la justification des choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels)
- ❑ les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier :
  - le choix des substances retenues
  - les données toxicologiques utilisées
  - la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine
  - les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, du (des) modèle(s) retenu(s) avec leurs hypothèses de calcul d'autre part
  - les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés
- ❑ l'analyse détaillée des incertitudes
- ❑ des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation compte tenu de l'usage du site préétabli, la définition des objectifs de réhabilitation et le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées sera joint au rapport dont le contenu est détaillé ci avant afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties. Celui-ci sera considéré comme public et donc communicable sur demande.

#### **ARTICLE 4 : ECHEANCES**

Les prescriptions ci-dessus devront être réalisées selon l'échéancier suivant :

- ☐ mise en place de la surveillance prévue au § 2.1 et premières analyses : 1 mois
- ☐ mise en place de la surveillance prévue au § 2.2 et premières analyses : 3 mois
- ☐ transmission des résultats d'analyse avec commentaires de l'exploitant : immédiatement pour les premiers résultats puis au maximum 1 mois après chaque échéance
- ☐ communication du rapport de l'étude détaillée des risques : 9 mois

#### **ARTICLE 5 : FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

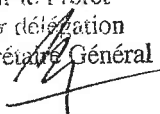
#### **ARTICLE 6 :**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

#### **ARTICLE 7 :**

M. le Sous Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de NOIRETABLE et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 15 NOV. 2005

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Patrick FERIN

**Ampliation adressée à :**

- Monsieur le Président

SICTOM DE NOIRETABLE

Mairie

42111 SAINT-DIDIER-SUR-ROCHEFORT

- M. le Sous Préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de NOIRETABLE

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.

POUR LE PRÉFET  
et par délégation  
L'Adjoint Préfet  
Chef de Bureau  
J. PELLET